

LA COMMUNE DE PARIS
AU JOUR LE JOUR

(18 mars – 28 mai 1871)

© L'Harmattan, 2002
ISBN : 2-7475-2071-4

Paule LEJEUNE

LA COMMUNE DE PARIS
AU JOUR LE JOUR

(18 mars – 28 mai 1871)

L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris
France

L'Harmattan Hongrie
Hargita u. 3
1026 Budapest
HONGRIE

L'Harmattan Italia
Via Bava, 37
10214 Torino
ITALIE

DE LA GUERRE AU SIEGE DE PARIS

« *Gare au bouillon rouge* » s'exclame Vallès dans « *l'Insurgé* ». « *La misère les déborde, le socialisme les envahit* ». Et en effet, la bourgeoisie française, comme la bourgeoisie allemande redoutent de plus en plus la montée des luttes et l'organisation par dessus les frontières de ces luttes grâce à la Première Internationale. Napoléon III en particulier croit trouver une solution aux problèmes économiques et sociaux d'un règne en plein pourrissement par le recours à la guerre.

Pour la première fois dans l'histoire, à Berlin, à Paris, des travailleurs essaieront d'arrêter le flot montant du « bouillon rouge », en lançant des appels à la paix.

Mais les événements se précipitent : le 19 juillet la France déclare la guerre à la Prusse croyant s'assurer par une guerre-éclair une victoire éclatante.

Ce fut au contraire une défaite écrasante, ultra rapide, due à l'incapacité, à la corruption des généraux.

Dès le 8 août, Engels écrivait : « *L'armée française a perdu toute initiative* ». Et le 2 septembre, c'est la fameuse capitulation de Sedan. Outre une grande partie de son armée, Napoléon III y perd sa couronne.

Chute de l'Empire.

Sous la pression des masses, proclamation de la République.

Mais d'une République bourgeoise, qui redoute comme l'Empire, plus les travailleurs que l'envahisseur prussien.

Ainsi les généraux préfèrent-ils dégarnir les défenses contre l'armée prussienne, afin de regrouper des troupes contre le peuple de Paris.

Les Prussiens font le siège de la capitale. Et c'est pour les travailleurs un long hiver de froid, de faim, de bombardement. Et de colère aussi

car ils n'admettent ni la trahison de « Badinguet », ni la défaite, ni l'inaction du gouvernement provisoire.

Des comités de vigilance populaire s'organisent dans les quartiers, et au sein même de la Garde Nationale. Le 6 janvier, une affiche est placardée sur les murs de Paris, la fameuse « affiche rouge ». Elle se termine par un menaçant : « Place au peuple ! Place à la Commune ».

SAMEDI 18 MARS 1871

« Les Capitulards », Thiers en tête, se hâtent de signer un armistice avec la Prusse le 28 janvier. Des élections bâclées, dans un pays à demi-occupé par l'ennemi, amènent à l'Assemblée Nationale une majorité de « ruraux » réactionnaires.

La paix est signée le 1^{er} mars.

Mais Paris restait la grande menace pour l'ordre bourgeois que Thiers « le nabot monstrueux », comme l'appelle Marx, était chargé de restaurer.

Des centaines de milliers de fusils étaient encore aux mains de la Garde Nationale, composée en majeure partie de travailleurs.

Des centaines de canons, groupés, menaçants sur les hauteurs, aux Buttes Chaumont, à Belleville, à Montmartre. Ces canons que les Parisiens avaient achetés de leurs deniers, pour défendre la ville de l'ennemi prussien.

Thiers décide alors de jouer de la surprise : le 17 mars, il fait jeter en prison l'un des « meneurs » les plus dangereux, Auguste Blanqui, et dans la nuit du 17 au 18, les troupes versaillaises se glissent dans Paris pour reprendre les fameux canons.

Mais l'effet de surprise rate : les canons sont repris par les masses parisiennes.

D'autant qu'il se produit un événement très important, et que Thiers n'avait point comptabilisé dans ses calculs. Une partie de l'armée versaillaise refuse de suivre des généraux qui déjà avaient commandé la répression contre les travailleurs en juin 48 et des soldats versaillais fraternisent avec les « blouses ».

Les généraux, Vinoy en tête, ne demandent pas leur reste d'ailleurs ; ils fuient sous les huées et les menaces, se replient hâtivement du côté de Versailles.

DIMANCHE 19 MARS 1871

Son mauvais coup contre Paris ayant échoué, Thiers se replie lui aussi en toute hâte sur Versailles et entraîne avec lui ministres et fonctionnaires, croyant ainsi désorganiser la gestion de la capitale.

Si la stupeur et l'effolement règnent à Versailles devant l'aube rouge du 18 mars (comme le souligne cette caricature représentant Thiers et Favre, l'un des « trois Jules » du gouvernement provisoire), à Paris c'est la joie populaire.

« Le soleil s'est fait communard. Le temps est splendide. Une brise printanière agite le drapeau rouge qui flotte, joyeux, sur l'Hôtel de Ville entouré de canons à l'air assez bonasse en somme » raconte un « insurgé », Gustave Lefrançais.

Et, dans cet Hôtel de Ville pavoisé de rouge éclatant, commence à se mettre au travail pour réorganiser l'administration principale, le Comité Central de la Garde Nationale qui s'était constitué pendant le siège de Paris.

« A l'Hôtel de Ville, il y avait des hommes dont personne ne connaissait les noms, parce que ces hommes n'avaient qu'un nom "Le Peuple". »

La tradition était rompue. Quelque chose d'inattendu venait de se produire dans le monde. Pas un membre des classes gouvernantes n'était là. Une révolution éclatait, qui n'était représentée ni par un avocat, ni par un député, ni par un journaliste, ni par un général.

A leur place un mineur du Creusot, un ouvrier relieur, un cuisinier, etc., etc.

Un pareil fait se produisant dans Paris révélait, je le répète, une situation sans précédent.

Dans le livre de l'histoire, on avait tourné une page, on entamait un nouveau chapitre.

(Arthur Arnould)

LUNDI 20 MARS 1871

Paris vit dans le calme et la gaieté sa première semaine de ville libre.

La solde des Gardes Nationaux (des travailleurs sans ressources) a pu être payée : la Commission des Finances nommée par le Comité Central est allée exiger un million du Gouverneur de la Banque de France.

Varlin, l'ouvrier relieur, l'un des Internationaux les plus actifs, avait bien proposé qu'on s'emparât de ce bastion de la puissance bourgeoise, mais la majorité légaliste du Comité Central avait repoussé ce projet.

La population parisienne était d'ailleurs rassurée par le fait même qu'elle était maintenant largement informée de tout ce qui se passait ; en effet, dès le 19 mars, le Comité Central avait placardé sur les murs de la ville trois affiches ; et, ce dimanche, reparaisait, mais sous la direction du nouveau gouvernement le Journal Officiel (que Thiers fera interdire en province, comme « œuvre de l'insurrection »). Une petite édition du soir du Journal Officiel vendue dans la rue à un sou et contenant toutes les nouvelles du jour était très lue par les travailleurs.

Légaliste, le Comité Central songe avant tout à procéder à de nouvelles élections municipales ; et sur la défensive, il fait ériger des barricades au pourtour de Paris.

N'aurait-il pas fallu plutôt effectuer une sortie massive contre Versailles où s'était repliée dans la panique une maigre armée de 12 000 hommes ?

Certains « insurgés » voudraient qu'on prenne l'offensive. Telle Louise Michel qui écrivait : « *La victoire était complète. Elle eût été durable, si le lendemain, en masse, on fût parti pour Versailles... Beaucoup seraient morts en route, mais la victoire eût été acquise* ».

Propos optimiste, d'ailleurs, car Versailles n'était qu'un bastion temporaire de la classe dominante.

Perdre Versailles pour l'équipe de Thiers n'était-ce pas perdre une bataille, mais non point la guerre ?